

Passions partagées

Le football, élément culturel et d'identité, et instrument de développement et d'intégration entre l'Europe et le Maghreb.

F. Xavier Medina

Le football, sport de masse, est un véritable phénomène à l'échelon mondial, mais aussi un instrument d'identité, qui déclenche des passions au-delà de toutes frontières, cultures et religions ; une passion également partagée, et tout spécialement, par les pays du bassin méditerranéen. Ainsi, le football rapproche beaucoup plus qu'il désunit, tout en rassemblant les différentes identités.

'L'heure de l'Afrique'... L'heure du Maghreb ?

Il y a quelques années, à la présentation de la candidature du Maroc au titre de pays organisateur de la Coupe du Monde de Football 2006, les représentants de ce pays achevaient leur discours sur une affirmation frappante : « L'heure de l'Afrique a sonné ». Et c'est précisément ce qui s'est produit : les responsables de la FIFA ont décidé, pratiquement dès le départ, que le Mondial 2010 se tiendrait en Afrique. Ce continent a toujours été un candidat « quasi omniprésent » aux dernières sélections pour la désignation du siège du Mondial, mais il n'avait jamais obtenu le privilège d'organiser un championnat. Finalement, un pays africain s'est vu confier pour la première fois – le 15 mai dernier, à Zurich – l'organisation d'un événement d'une telle ampleur : l'Afrique du Sud a été désignée comme siège du Mondial 2010.

Il semble donc que l'heure de l'Afrique ait sonné ; mais d'un autre côté, il apparaît le besoin de voir enfin sonner « l'heure du Maghreb ». Le Maroc, la Tunisie et la Libye (ces deux derniers de façon conjointe) se sont présentés à nouveau comme candidats à l'organisation de la Coupe du Monde de la FIFA 2010, en concurrence directe avec les candidatures également africaines de l'Égypte et du vainqueur, l'Afrique du Sud. Pour la première fois également, la Tunisie se présentait avec son bagage de pays organisateur – et vainqueur – de la Coupe d'Afrique de football en 2004.

Le Maroc, avec l'Afrique du Sud et l'Égypte, faisait partie de la triade des candidatures ayant des chances d'être choisies par la FIFA, tandis que les autres portaient avec un net handicap.

Mais l'intérêt africain – et tout particulièrement maghrébin – pour organiser des événements sportifs à ce niveau n'est pas, c'est le moins qu'on puisse dire, récent. Dans le cas du Maroc, c'est la quatrième fois qu'il présente sa candidature à un Mondial : il le fit en 1994, en 1998 et en 2006 ; et trois fois, sa candidature fut rejetée, en faveur des États-Unis – contre lesquels il perdit pour une seule voix de différence –, la France et l'Allemagne, respectivement. Pour sa part, l'Afrique du Sud perdit également avec un point de différence contre l'Allemagne pour l'organisation du Mondial 2006.

La FIFA ayant refusé la possibilité d'une organisation conjointe du Mondial entre la Libye et la Tunisie, cette dernière décida, avant le dernier vote, de retirer sa candidature. La Libye la maintint, sachant même qu'elle n'avait aucune possibilité. Le Maroc se présentait comme le pays maghrébin le mieux placé pour organiser pour la première fois une Coupe du Monde de Football en Afrique ; mais une fois de plus, le Mondial ne s'organisera ni au Maghreb ni au Maroc, qui voit encore frustrées ses aspirations pourtant fondées.

Bien plus que du football...

Il est évident que lorsqu'on parle de football, il ne s'agit pas d'une simple compétition sportive. Les composantes politiques, économiques et sociales de l'organisation d'un événement de ce type requièrent la prise en compte, dans une large mesure, d'aspects tels que les investissements économiques (pas seulement en infrastructures sportives, mais aussi plus générales : urbaines, transports, communications, etc.), la représentation politique et les relations internationales, l'identité nationale...

Le Maroc offrait comme principal attrait sa tradition et trajectoire footballistique, sa proximité à l'Europe, mais aussi un climat agréable, et une offre touristique et hôtelière en croissance. Le pays a également misé fort sur l'échelon international, et comptait sur le soutien de personnages de la scène politique internationale tels que le président du Sénégal, Abdoulaye Wade, ou encore l'ancien président espagnol Felipe González, mais aussi sur

celui des gouvernements espagnol et français et des représentants africains de la FIFA, qui votèrent en sa faveur. Des stars du football telles que le franco-algérien Zinedine Zidane appuyèrent la candidature marocaine, qui conduisit également à Zurich le technicien brésilien Luiz Felipe Scolari, l'athlète Hicham El Gerrouj et l'ancien footballeur franco-marocain Just Fontaine. Tout un déploiement, sans aucun doute.

A son encontre, le Maroc présentait cependant la faiblesse des infrastructures, qui avait déjà partiellement miné ses possibilités lors des candidatures précédentes : le Mondial se disputerait dans neuf stades, dont seulement trois existent, trois sont en phase de construction et trois autres ne sont qu'à l'état de projet. En contrepartie, au cours des dernières années, un effort important avait été mis en œuvre pour améliorer les communications routières et les télécommunications du pays ; des efforts certes louables, mais qui n'ont pas pesé suffisamment lourd dans la balance.

Comme le signalait sa candidature – « Terre de football » – l'histoire du « sport roi » au Maroc est fort longue. Introduit et lancé par les européens (principalement les français, mais aussi les espagnols) qui résidaient au Maroc au début du XXe siècle, les premiers clubs marocains apparurent en 1913 : Union Sportive Marocaine, Stade Marocain et Sporting Club des Roches Noires. La sélection marocaine joua son premier match international en 1927. A partir de cette date, le football s'affirma en « passion » populaire, aussi bien en spectacle qu'en pratique – nous ne pouvons pas oublier que le football signifie les deux choses – au point qu'un responsable de la candidature affirmait dans l'un de ses discours : « Au Maroc, nous naissons avec un ballon aux pieds ».

La popularité du football est telle au Maroc que les hommes politiques, chefs d'entreprises et personnalités de la vie sociale et économique ont toujours été intéressés par les postes importants au sein des clubs, en raison de leur rentabilité. Les élites locales et la nouvelle bourgeoisie industrielle et financière ont à leur tour besoin de l'approbation populaire pour maintenir leur influence à l'échelon local ; et le fait de présider ou de diriger une institution sportive connue peut, en ce sens, avoir une importance décisive. Il faut également souligner que l'associationnisme sportif – y compris le football – a connu, non seulement au Maroc mais encore dans tout le Maghreb, une forte croissance au cours des deux dernières décennies, ce qui démontre l'intérêt et l'assiduité des citoyens de ces pays.

Dans ses candidatures précédentes, par exemple au Mondial 2006, le Maroc avait largement utilisé le fait d'être un pays africain et arabe. Si « l'heure de l'Afrique » avait



Le prince Moulay Rachid, avec Felipe González, ancien président du gouvernement espagnol, donnant leur appui à la délégation marocaine de football dans sa candidature pour l'organisation du Mondial de 2010. Zurich, mai 2004. / AP RADIALPRESS

sonné, la candidature marocaine ne se présentait pas seulement comme africaine : « la candidature du Maroc est également celle du monde arabe et du Maghreb, qui a toujours montré son soutien au Maroc ».

Dans cette dernière candidature, cependant, les deux options étaient clairement annulées : il ne pouvait pas se présenter comme le candidat africain, dans la mesure où tous ses concurrents l'étaient ; d'autre part, il ne pouvait pas non plus se présenter – comme en 2006 – comme le candidat du monde arabe, puisque l'Egypte, la Tunisie et la Libye en font également partie. Cette fois-ci, le contenu idéologique et le leitmotiv de la candidature devaient être différents ; il fallait trouver quelque chose qui puisse placer le Maroc dans un avantage symbolique réel par rapport à ses opposants. Et rien de mieux que le football pour combler cette lacune : « Maroc, terre de football » ; cette tradition et popularité du sport allaient être sa meilleure carte de visite pour l'organisation du Mondial.

La trajectoire du Maroc dans les championnats du monde de football n'est pas – c'est le moins – qu'on puisse dire – nouvelle : premier pays africain à se classer pour un Mondial (Mexico 1970), il a participé à quatre phases finales, et fut le premier africain à présenter une candidature pour l'organisation du Mondial de Football.

La candidature présidée par Saad Kettani – chef de la délégation – se présentait également pour la quatrième fois, et cette fois-ci, l'option marocaine était

prête à tout, avec une délégation dirigée par le prince Moulay Rachid, frère du roi Mohamed VI – ce qui démontre le grand intérêt et l'implication de la couronne – et son principal atout moral reposait ainsi sur sa tradition footballistique : « Nous invitons la famille du football à la terre du football » affirmait Kettani à Zurich, quelques jours avant la décision finale des responsables de la FIFA. Une affirmation qui, par ailleurs, attaquait directement l'un des points faibles de son principal rival, l'Afrique du Sud, plus connue à l'échelon international pour ses équipes de cricket et de rugby que pour le football (l'Afrique du Sud organisa en 1995 le Mondial de rugby et en 2003 celui de cricket).

Le Mondial, une opportunité de développement

Mais l'organisation du Mondial de Football est aussi ouvertement une opportunité pour le développement. Et c'est ainsi que l'ont exprimé les responsables de la candidature marocaine. Pendant sa présentation en Espagne (IEMed, Barcelone, juin 2000) au Mondial de 2006, son représentant Sukaima Boraoui compara le besoin du Maroc de se voir confier cette organisation à l'énorme changement que supposa, par exemple, pour Barcelone, l'organisation des Jeux olympiques de 1992 : la ville eut ainsi la possibilité de remodeler et de recomposer son espace urbain et ses infrastructures, pour augmenter son potentiel touristique et affronter le XXI^e siècle depuis une position privilégiée.

Il ne fait aucun doute que l'excuse de l'organisation d'un événement sportif d'une telle ampleur se traduit par un grand progrès pour le pays qui l'organise : d'une part, pour l'investissement en infrastructures, qui resteront disponibles et en usage pour l'avenir du pays ; et d'autre part, pour l'image qu'un événement de telles caractéristiques projette au niveau international, grâce aux millions de spectateurs du monde entier qui suivent les retransmissions en provenance d'un pays que l'on montre sous tous ses aspects : avancé et technologique (capable d'organiser un Mondial, et donc susceptible d'attirer des investissements étrangers), beau et hospitalier (et donc attrayant pour le tourisme)... De cette façon, la perspective d'avenir du royaume alaouite exprimait dans sa candidature la volonté de progresser dans l'amélioration et le développement de ses infrastructures : agrandissement des stades existants et construction des nouveaux ; transmission ultrarapide de voix, images et données ; continuité du réseau des autoroutes nationales, investissement pour améliorer la fluidité de la circulation urbaine et interurbaine...

Malgré tout cela, le football, mobilisateur des masses et de millions d'auditeurs, constitue un élément de grande importance, susceptible d'être utilisé comme « sport-vitrine » par des pays comme le Maroc (ou la Tunisie, ou l'Égypte... De même qu'il le fut pour l'Espagne en 1982 ; et

à un autre niveau, pour Barcelone en 1992, ou aujourd'hui pour Athènes 2004), en pleine croissance et promotion, et qui peuvent prétendre, à travers cette instrumentalisation du sport, montrer au monde leur modernité et leur compétitivité organisationnelle.

Des passions partagées

Mais toute cette instrumentalisation sociale et économique du sport se traduit aussi par une affirmation de l'identité nationale, grâce à la forte représentativité qu'il apporte toujours. Il est vrai que cette identité s'exprime, comme la réglementation sportive l'exige, sous l'angle d'une position d'égalité entre les adversaires qui s'affrontent sur un terrain de jeu.

Il n'y a pas si longtemps, dans le cadre d'un cours sur l'interculturalité et l'éducation, organisé par l'IEMed et l'association Ibn Batuta, et en particulier à propos des marocains résidents en Catalogne, l'anthropologue Marta Casas commentait : « pour vaincre les préjugés, un match de football est plus efficace qu'un plat de couscous ». Cette intéressante déclaration nous conduit directement aux différents aspects du sport et à sa capacité d'intégration : d'une part, sa convivialité et sociabilité – dans ce cas, le football – à travers une position d'égalité de tous les joueurs sur le terrain de jeu, qui les place, quelle que soit leur origine ou extraction sociale, à un même niveau de participation. Mais aussi la recherche d'éléments qui rapprochent, de points communs, et non d'aspects spécifiques ou folkloriques, qui différencient ou séparent. Et un sport comme le football peut devenir, en ce sens, un intéressant élément de cohésion interne du groupe.

Au Maroc, le football est considéré comme le « sport national » ; c'est ainsi que l'exprime la candidature marocaine au Mondial 2010 quand elle affirme : « Le football fait partie de notre identité nationale ». Mais cela transparaît aussi dans les déclarations de plusieurs de nos informateurs qui affirment : « (Au Maroc), on joue avant tout au football » ; ou : « Le football est le sport roi, comme ici ». La déclaration de l'un d'eux est cependant tout particulièrement intéressante : « Comme ici. Ici les gens ne jouent-ils pas au football ? Quel est le sport national en Espagne ? Le football. Eh bien, au Maroc aussi. Sur ce point, nous nous rejoignons ».

Nous voyons à travers ces témoignages que le football est considéré par les propres acteurs comme un élément de leur propre identité. Cependant, au-delà de ce simple fait, il existe un autre élément de grande importance : le football est le « sport roi en Espagne » et donc « sur ce point, nous nous rejoignons ». Mis à part le fait de conférer une identité, le football est un élément partagé qui peut aider à mettre en évidence les points communs, et non les différences ; et c'est là l'une des principales valeurs à souligner, dans l'optique d'une véritable intégration sociale.

« Passion partagée », point de contact entre les cultures, le football, comme toute création humaine, est sans aucun doute beaucoup plus que du sport. ■